

CHAMBRE DÉPARTEMENTALE D'AGRICULTURE DU CHER

DÉLIBÉRATION n° 2021-010
Relative à la consultation sur le projet
délimitation des zones vulnérables

SESSION ⁽¹⁾ : ORDINAIRE RÉUNION DU BUREAU

UNIQUE ⁽²⁾ Séance du lundi sept juin deux mille vingt et un
(date en toutes lettres)

MEMBRES ⁽³⁾ :

Présents : M. Etienne GANGNERON, Président- Mme Anne-Gaëlle LESPAGNOL - M. Philippe PORTIER - Jean-Michel DUTHOU, Vice-présidents - M. Benoît CHAUMEAU - Mme Marielle DUBOIS (visio) - M. Stéphane DESBOIS - Mme Virginie BIGONNEAU - M. Jean-Claude ROUX, Secrétaires adjoints.

Etaient excusés : M. Arnaud RONDIER, Vice-président - M. Olivier COMBETTE, Secrétaire - M. Jean-Luc GITTON, Secrétaire adjoint.

Le Bureau de la Chambre d'agriculture du Cher réuni ce jour sur convocation de son Président,

DÉLIBÉRANT conformément aux dispositions des articles D 511-55 et D 511-56 ⁽⁴⁾ du Code Rural et de la Pêche Maritime,

CONSIDÉRANT :

- Le rapport de consultation pour la révision 2021 de la délimitation des zones vulnérables à la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- Les données de la 7^{ème} campagne de mesures.

PARTAGE l'enjeu de préservation de la qualité de l'eau.

DÉNONCE un nombre insuffisant de mesures lors de la campagne de surveillance pour établir un percentile 90 représentatif : dans un grand nombre de cas, le percentile 90 correspond à la valeur maximale enregistrée sur des chroniques de mesures de nitrates inférieures à 12 mesures par an.

⁽¹⁾ Bureau ou Session d'installation ou ordinaire ou extraordinaire

⁽²⁾ Première, deuxième ou unique

⁽³⁾ Donner dans l'ordre la liste des membres présents, celle des membres excusés, celle des membres absents et éventuellement celle des membres décédés ou démissionnaires

⁽⁴⁾ Les articles D 511-55 et D 511.56 du code rural et de la pêche maritime fixant les conditions auxquelles sont soumises les délibérations des Chambres d'agriculture pour être valables

DEMANDE un suivi régulier de la qualité des eaux en nitrates, pluri-annuel, avec un nombre de mesures suffisant pour une caractérisation statistique correcte ;

DÉNONCE la pertinence de la limite à 18 mg/l pour caractériser le risque d'eutrophisation des masses d'eau superficielles.

DÉNONCE la non représentativité de certains qualitomètres utilisés pour caractériser des masses de grande ampleur.

S'INTERROGE sur l'origine non agricole de certains dépassements.

PARTAGE sa très forte inquiétude sur le devenir des élevages situés dans les nouvelles zones vulnérables, dans un contexte de crise structurelle doublée de l'impact de trois années de sécheresse consécutives.

DEMANDE que des aides financières adéquates soient fléchées pour les mises aux normes des stockages d'effluents à la ferme.

DEMANDE que l'Etat prévoie une information suffisante et ciblée auprès des exploitants nouvellement concernés par la zone vulnérable et adapte sa politique de contrôle avec progressivité et pédagogie.

DÉCIDE en conséquence, à l'unanimité, de donner un **avis défavorable** sur le projet de délimitation de la zone vulnérable aux nitrates soumis à consultation.

Délibéré à SAINT-DOULCHARD les jours, mois et an ci-dessus

pour copie conforme :

Le Président,

Etienne GANGNERON